

*Ce qui se déroule depuis deux ans en Grèce mérite attention : jamais auparavant dans l'histoire du pays, la question des droits des femmes n'avait fait autant de bruit dans la presse, n'a été sujet de débats publics aussi passionnels et n'a occupé de la sorte les devants de la scène politique. Tout a commencé lorsque le gouvernement Mitsotakis a tenté de s'aligner sur les forces néolibérales réactionnaires et obscurantistes pour lancer une attaque frontale contre les droits fondamentaux des femmes. Heureusement, c'était sans compter avec le renouveau du mouvement féministe, qui a relevé le défi ! Militante féministe grecque, Sonia Mitralia revient dans cet article sur le cours des événements.*

\*\*\*

## L'affaire de « l'enfant à naître »

Encouragé par la victoire de la « Nouvelle Démocratie » aux élections législatives de l'année de 2019, le Saint-Synode de l'Église Orthodoxe Grecque a inventé, le premier dimanche après Noël, une journée dédiée à « l'enfant à naître » ! Selon ses dires, sa décision aurait été prise dans le but de protéger la vie de l'enfant avant la naissance et... de résoudre le problème démographique de la nation grecque !

Trente-six ans après la légalisation de l'avortement en Grèce – grâce à une loi progressiste obtenue en 1986 après une lutte de près de dix ans du mouvement féministe – l'Église Orthodoxe Grecque donne le signal d'une attaque frontale contre ce droit si durement acquis.

Quelques jours avant le nouvel an de 2020 et de la journée dédiée à « l'enfant à naître », la première page d'un magazine de sport (!) provoqua un tsunami d'indignation dans les médias sociaux ! En effet, sur sa couverture, figurait une grande main, tenant un tout petit fœtus dans sa paume et en dessous il était écrit en lettres grasses et majuscules, la phrase : « LAISSEZ-MOI VIVRE ».



Malgré les réactions sur les réseaux sociaux, Adonis Georgiadis, le ministre du Développement, raciste notoire et ancien néofasciste, s'empressa de féliciter la revue, affirmant qu'en Grèce le fait d'avoir le double du nombre d'avortements (300 000 par an, selon ses dires très exagérés) par rapport aux naissances, causerait au pays un manque de près d'un million d'enfants, et poserait problème à la survie de la nation.

Quelques jours plus tard, des affiches géantes faisaient leur apparition dans le métro d'Athènes avec le même message et le même fœtus qui pleurniche : « Laissez-moi vivre » ! La paternité de cette campagne anti-avortement était revendiquée par une longue liste d'associations chrétiennes orthodoxes fondamentalistes... Mais l'Église Orthodoxe, rétrograde et obscurantiste, n'agissait pas seule ; elle bénéficiait du soutien de nombreux ministres et de hauts fonctionnaires du gouvernement. Après un nouveau tollé de l'opinion publique, le ministère des Transports ordonna rapidement le retrait des affiches. Pourtant, ces attaques contre le droit pour l'avortement n'étaient que le prélude de ce qui allait suivre.

Influencé par des régimes comme celui d'Orban en Hongrie, le gouvernement Mitsotakis fit un premier pas pour se donner un profil nataliste et décida de rebaptiser le « Secrétariat Général pour l'Égalité entre les sexes » - une institution née elle aussi du mouvement féministe de la deuxième vague - en « Secrétaire générale de la politique démographique et familiale et de l'égalité des sexes ».

## Le retour de la loi du père

Le gouvernement de la Nouvelle Démocratie annonça clairement la couleur en adoptant en mai 2021 une loi relative à l'Autorité parentale conjointe, qui réformait des articles clés du Code civil en matière de droit familial.

C'était un moment crucial pour les femmes et les enfants victimes de violence domestique. Ce projet de loi vit le jour après avoir été revendiqué depuis longtemps par le très masculiniste et agressif lobby des pères - un lobby néolibéral, violent et vulgaire. Celui-ci s'allia avec le gouvernement de la Nouvelle Démocratie sur la base de leurs intérêts communs et autour d'un discours familialiste.

Ainsi le gouvernement révisa ce qui constituait la quintessence du droit de la famille obtenu en 1983, très progressiste encore aujourd'hui. En remplaçant le droit du père géniteur (l'autorité paternelle) par l'autorité parentale, cette loi constituait une vraie révolution anti-patriarcale.

Désormais, après la dissolution du mariage, contrairement à la loi de 1983, la nouvelle loi impose la garde parentale conjointe obligatoire, c'est-à-dire que l'enfant est forcé de passer un tiers de son temps avec le parent avec lequel, d'habitude, il ne vit pas, même s'il ne le désire pas. Même quand le père est violent, la volonté de l'enfant n'est pas prise en compte. Selon le projet de loi, pour retirer le droit de visite à un parent violent, il faut un jugement définitif. Cela peut durer des années ou ne jamais avoir lieu, car l'accès aux tribunaux en Grèce est difficile, coûteux, générateur de stress. Cela pénalise davantage encore les femmes des familles monoparentales, fragilisées, vulnérables, souvent dans une situation de grande détresse, accentuée par les politiques d'austérités imposées au nom de la dette et de la pandémie. Tout cela signifie donc de fait qu'un père violent peut harceler, violenter et disposer de l'enfant à sa guise, mais aussi utiliser la loi pour faire du chantage, inculper, peut-être même criminaliser les mères qui veulent simplement protéger leurs enfants et qui pour cela risquent leur sécurité et leur vie !

Le projet de loi a été sévèrement critiqué par les juristes grecs à la fois pour sa faiblesse juridique, la violation des droits humains et de la convention d'Istanbul qu'il impliquait. Il était aussi également rejeté par toutes les organisations de femmes et le

mouvement féministe lequel devait affronter une campagne de haine menée par le lobby des pères déchaînés et misogynes, soutenu par presque tous les grands médias du pays.

Lorsque la loi a été votée par la majorité – malgré le vote de rejet de la plupart des partis d'opposition au Parlement grec – les fanatiques du lobby des pères ont fait la fête sur les réseaux sociaux et n'ont pas manqué de lancer des menaces physiques contre les juges et les procureurs du pays pour les contraindre à appliquer la loi en faveur des pères. Par exemple, le groupe « Égalité des droits parentaux » a écrit :

« Nous orientons l'artillerie lourde contre la MAGISTRATURE, nous chargeons, nous amorçons et nous attendons ! Que ceux de nos membres qui divulguent ce qui se passe dans notre groupe, informent le Syndicat des Juges et des Procureurs qu'ils sont désormais dans notre viseur ».

En somme, ces groupes masculinistes deviennent très dangereux : leur antiféminisme, leur culture de la virilité, la reconstruction d'une masculinité hégémonique constituent des passerelles idéologiques vers la droite la plus extrême. Tôt ou tard, ils seront toujours davantage tentés de passer à l'action violente, pas seulement dans leur couple mais aussi dans la société.

## L'irruption du #MeToo grec et le réveil des consciences

Le tableau était bien sombre mais voilà qu'à la mi-janvier 2021, en pleine pandémie, plus de trois ans après l'apparition du mouvement #Metoo aux États-Unis, le #MeToo grec a fait une irruption fracassante sur les devants de la scène sociale et politique du pays.

Le #Metoo grec fut déclenché par les révélations de Sofia Bekatorou, 43 ans, double médaillée (or et bronze) olympique de voile, qui déclara publiquement avoir été violée à l'âge de 21 ans par un haut responsable de la Fédération grecque de voile. S'adressant à toutes les femmes qui ont subi des agressions sexuelles, elle a lancé le message : « Brisez le silence, parlez ! »

Cette même année, l'éclosion du #MeToo grec a contribué à faire mûrir la conscience féministe face à la forme la plus atroce des violences de genre : le féminicide. Le meurtre de Eleni Topaloudi en novembre 2018 à Rhodes, une étudiante de 21 ans, violée, torturée par deux jeunes hommes, jetée à la mer alors qu'elle était encore vivante, a contribué à introduire le terme « féminicide » dans le langage de tous les jours.

Mais c'est aussi au cours de cette année (surtout cet été) que dans tout le pays, d'Athènes à Thessaloniki, de Crète aux îles des Cyclades, les meurtres de femmes par leurs compagnons se succédaient à la chaîne. Cependant, cette fois, la différence avec le passé même récent crevait les yeux. Les médias en parlaient plutôt abondamment, les langues se déliaient, les partis politiques sortaient de leur silence habituel, et, surtout, les femmes descendaient dans les rues, féministes en tête, pour crier leur colère et appeler à la solidarité !

## Le renouveau du mouvement féministe...

Voilà encore un exemple du renouveau du féminisme : en juin passé, un spot publicitaire demande aux femmes... de procréer, s'adressant en particulier à celles ayant « pris de l'âge » et qui seraient trop préoccupées par leur carrière et négligeraient ainsi l'intérêt pour leur fertilité. Il s'agissait d'une publicité pour la « première Conférence panhellénique sur la fertilité » soutenue à la fois par l'Eglise, des entreprises de procréation assistée, le « Secrétaire générale de la politique démographique et familiale et de l'égalité des sexes », la radiotélévision publique (ERT) et ... par la Présidente de la République elle-même. Après un nouveau tollé général, la présidente Katerina Sakellariopoulou était contrainte de retirer son soutien à la Conférence. La quasi-totalité des participants officiels faisant de même... la conférence était annulée et se soldait par un fiasco total !

Finalement, le gouvernement Mitsotakis a pu faire voter – de justesse – son projet de loi sur l'autorité parentale conjointe, mais même les médias pro-gouvernementaux ont admis qu'il s'agissait d'une victoire à la Pyrrhus ! En effet, la résistance des féministes a semé le trouble même à l'intérieur du conseil des ministres et a provoqué des dissensions jusque dans le groupe parlementaire de Nouvelle Démocratie ! C'était la première fois depuis sa formation en 2019, que le gouvernement de droite traversait une crise et, de l'aveu commun, le responsable de cette nouveauté absolue était... le mouvement féministe !

La conclusion n'est pas difficile : l'année 2021 a vu la naissance en Grèce d'un renouveau d'un mouvement féministe jeune, radical mais aussi unitaire, qui occupe déjà les avants postes des luttes populaires contre la Saint Alliance de la réaction néolibérale et de l'obscurantisme nationaliste et orthodoxe. L'événement est de taille, presque historique, dans une société grecque conservatrice et déboussolée, qui est toujours à la recherche d'une gauche digne de son nom.

La suite des événements promet d'être passionnante...

\*

**Sonia Mitralia est dessinatrice et caricaturiste. Activiste féministe, initiatrice du Mouvement de Libération des Femmes en Grèce en 1975. Elle est ancienne membre de la Commission pour la Vérité sur la dette grecque.**

**Illustration : Natalia Goncharova, Ronde, 1910, Serpukhov Museum (Russie)**